Trentième Année. — N° 6 | UN NUMÉRO : 15 CENTIMES | MARDI 6 JANVIER 1885

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

PRIX DE L'ABONNEMENT
Roubaix-Tourcoing : Trois mois, 13 fr. 50. — Six mois, 26 fr. — Un an, 50 fr.
Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne : Trois mois, 15 fr.
La France et l'Etranger, les frais de poste en sus
Le prix des abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
17, RUE NEUVE, 17
Directeur gérant : ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS ET ANNONCES :
RUE NEUVE, 17, A ROUBAIX. — A LILLE, RUE DU CURÉ-SAINT-ÉTIENNE, 9 bis.
Paris, chez MM. Havas, Laffitte et Cie, place de la Bourse, 8, et rue Notre-Dame-des-Victoires, 34
Bruxelles, à l'Office de Publicité

ROUBAIX, LE 5 JANVIER 1885.

QUI SE TROMPE ?

La démission de M. le général Campenon et l'arrivée de M. le général Lewal au ministère de la guerre signifient qu'un grand effort va être tenté au Tonkin.

M. Campenon pense que cette désastreuse aventure nous a déjà coûté assez d'hommes et d'argent ; il s'est refusé à se prêter plus longtemps aux projets de conquête de M. Jules Ferry ; il ne croit pas qu'il soit possible d'envoyer dans l'Extrême-Orient les vingt-cinq ou trente mille hommes devenus nécessaires, sans déranger les plans de notre mobilisation générale et sans compromettre notre situation en Europe.

Voilà pourquoi M. Campenon s'en va.

M. Lewal croit possible une action énergique qui, selon les vues du président du conseil, doit être décisive.

Voilà pourquoi il entre dans le cabinet.

M. Campenon a dû acquérir pendant son passage aux affaires une connaissance approfondie de l'état de nos ressources de guerre.

Les motifs de sa retraite n'en sont que plus inquiétants.

M. Lewal jouit dans l'armée d'un renom justement mérité par ses connaissances approfondies et les ouvrages très remarquables qu'il a publiés. Avec lui, c'est la jeune école qui arrive à la haute direction de la guerre.

Le patriotisme de l'ancien et du nouveau ministre est hors de cause, mais, enfin, l'un d'eux se trompe ?

Lequel ???

N'est-ce pas la vraie question du jour et n'est-elle pas formidable ?

Qui, parmi les Français, osera condamner M. le général Campenon et qui oscra blâmer M. le général Lewal ?

Nous sommes si mal engagés et on nous a empêtrés dans un tel gâchis qu'il paraît bien difficile d'émettre une opinion sur ce qu'il convient de faire pour sortir avec honneur de cette affaire du Tonkin.

Il y a six ou sept mois, au lendemain de la violation du traité de Tien-Tsing, une détermination vigoureuse comme celle qu'on semble avoir prise, pouvait tout sauver. Il fallait alors frapper fort et frapper vite.

Maintenant, n'est-il pas trop tard et pouvons-nous apprécier l'étendue des nouveaux sacrifices d'hommes et d'argent que nous allons nous imposer ? Ne seront-ils pas hors de proportion avec les résultats ?

La Chine a voulu gagner du temps. Elle y a réussi.

Nos diplomates se sont laissé leurrer par ces espérances d'intervention, anglaise, allemande, américaine qu'on faisait miroiter devant eux.

Pendant ce temps, nos ennemis réunissaient des forces considérables sur les confins des territoires que nous occupons ; ils achetaient et ils armaient de nouveaux navires de guerre ; l'Allemagne et l'Angleterre leur fournissaient du matériel, des officiers et des instructeurs.

Et maintenant, l'amiral Courbet est impuissant à Formose et les prodigieux exploits du général de Négrier ne sauraient nous faire oublier qu'il nous est impossible de prendre une offensive sérieuse au Tonkin.

Combien il avait raison le grand journal républicain, le *Temps*, quand il imprimait l'autre jour cette réflexion mélancolique : Ce n'est pas nous qui tenons le Tonkin, c'est le Tonkin qui nous tient !

Quand des renforts auront permis au général Brière de l'Isle de disperser les nuées d'ennemis qui le tiennent en échec, et quand l'amiral Courbet aura pu jeter un corps de débarquement dans Formose, combien de temps et d'efforts faudra-t-il encore pour assurer définitivement notre situation, et pour obliger la Chine à une paix sincère et durable ?

Cette expédition est commencée depuis deux ans ; elle nous a coûté en hommes des pertes que les renseignements officiels ne nous permettent pas d'évaluer exactement, et, en argent, quelque chose comme trois cents millions.

Et voici seulement que va s'ouvrir l'état de guerre.

Car nous supposons que le gouvernement est déterminé à laisser de côté cet euphémisme hypocrite d'« *état de représailles.* »

C'est la guerre que nous faisons depuis deux ans.

On va envoyer au Tonkin un grand corps expéditionnaire.

C'est bien la guerre que nous allons poursuivre plus énergiquement.

Mais au moins qu'on nous le dise une bonne fois, et qu'on n'essaie pas de tromper plus longtemps le pays.

Si confiant et si crédule qu'il se soit montré envers son gouvernement, il finit par entrevoir l'abîme dans lequel on l'a poussé.

Et il se demande si, tandis que nous soutiendrons cette guerre dans l'Extrême-Orient il est bien sûr qu'une terrible surprise ne surgira pas sur le continent européen.

Les amabilités de M. de Bismarck à M. Ferry peuvent flatter beaucoup le chef du cabinet opportuniste, mais elles ne sont pas des garanties pour la France.

La Chambre se réunira dans huit jours.

Aura-t-elle le patriotisme et le courage d'exiger des éclaircissements et pourrons-nous, avant qu'il soit trop tard, savoir qui voit mal : du ministre qui s'en va ou du général qui arrive.

ALFRED REBOUX.

LE FLÉAU SCOLAIRE

C'est un journal républicain, le *Soir*, qui nous fournissait naguères le témoignage des ravages causés par la manie de l'enseignement obligatoire. Voici ce qu'il dit des résultats obtenus par M. Ferry et ses collaborateurs au département de l'instruction publique :

Avec la meilleure foi et les meilleures intentions du monde, ils ont contribué à propager dans les moindres villages le mal dont souffre déjà la bourgeoisie : le développement des études de luxe, des connaissances théoriques, littéraires et scientifiques, au détriment des connaissances pratiques indispensables pour la conduite de la vie et pour la prospérité du pays. Ils ont mis leur gloire à faire de la France un peuple de mandarins lettrés, et ils n'ont pas songé qu'en habituant les petits paysans pendant cinq ou six années à ne manier que le livre et l'écriture, ils risquent de les désaccoutumer complètement du travail manuel et de détourner le paysan de la charrue, comme on a déjà détourné l'ouvrier de l'outil.

Le mal n'est déjà que trop grand, et le danger est de nature à faire réfléchir les plus optimistes.

L'Empire, en inaugurant l'ère des démolitions et des grands travaux publics, avait déjà provoqué l'exode des campagnes. L'ouvrier agricole ayant jeté la bêche pour prendre la truelle et la pioche, la population des villes s'était accrue et les besoins de luxe et de bien-être avaient augmenté dans des proportions effrayantes.

On demandait des ouvriers et des gens de service : on fit appel aux garçons et aux filles des champs. Le mouvement d'émigration s'accentua rapidement quand on sut qu'il y avait beaucoup à gagner et relativement peu à faire. Garçons de charrue, valets de ferme, filles de ferme devinrent cochers, valets de chambre, concierges, bonnes, cuisinières.

Le mal était déjà grand avant 1870. Au lieu de l'enrayer, les grands travaux publics ne firent que l'aggraver. M. Ferry vint et, avec son système d'instruction, le porta d'un coup à l'état suraigu.

Au contact des parents restés fidèlement attachés au sol natal, cultivant le bien de leurs aïeux, les enfants pouvaient encore apprendre à aimer la chaumière où ils avaient vu le jour, le hameau où ils avaient joué et grandi. Ils pouvaient conserver des goûts simples, s'habituer à vivre de peu, et considérer les limites du canton comme les bornes du monde... Mais il paraît qu'il était urgent, dans une république modèle, de faire disparaître ces vestiges du passé.

C'est pourquoi les fils des plus humbles paysans sont soumis au régime des manuels d'instruction civique ; un magister leur apprend l'histoire, la géographie, l'arithmétique et nous ne savons quoi encore... comme s'il ne suffisait pas, pour la majeure partie de ces braves petits, de savoir lire et écrire.

Pendant sept ans, de gré ou de force, il leur faut passer la meilleure partie de la journée à l'école, et pendant ce temps les dindons, les oies, les pourceaux, les bœufs attendent à l'étable que l'on veuille bien leur envoyer les petits gardiens qui doivent les conduire aux champs.

Mais les petits gardiens se dégoûtent vite de cette besogne. Garçons et filles n'aspirent plus qu'à faire des messieurs et des dames. Ils prennent en horreur la chaumière et la ferme, et ne veulent plus supporter les pénibles travaux dont auparavant ils se faisaient un jeu. Garçons et filles s'envolent dès qu'ils le peuvent à la ville. Il y a quelque dix ans, ils partaient quand ils avaient atteint leur majorité; maintenant ils partent adolescents!

La critique est sanglante. Elle n'est que trop méritée.

LA RETRAITE DU GÉNÉRAL CAMPENON

Le *Journal officiel* publie le décret qui nomme le général Lewal, ministre de la guerre, en remplacement de M. le général Campenon, dont la démission est acceptée. Une note, dans la partie non officielle du journal, nous apprend en outre que M. Casimir-Perier, sous-secrétaire d'Etat, au ministère de la guerre, a remis sa démission au président de la République, qui l'a acceptée.

On a dit que le général Lewal ne voulait pas avoir auprès de lui un sous-secrétaire d'Etat. Le *Temps* assure que c'est une erreur. M. Casimir Périer paraît décidé à maintenir sa démission ; mais la nomination de son successeur sera décidée au prochain conseil des ministres, qui aura lieu mardi prochain à l'Elysée.

On parle pour ce poste important de M. Godefroy Cavaignac, le jeune député de la Sarthe, pour succéder à M. Casimir Périer. La nomination de M. Cavaignac, dit le *Gaulois*, sera assez mal accueillie ; d'abord M. Cavaignac est extrêmement jeune ; en second lieu sa personnalité n'est guère sympathique ; dans ces derniers temps, M. Cavaignac s'était fait, dans les couloirs et dans les commissions de la Chambre, l'agent un peu trop actif et complaisant de M. Ferry.

Comme nomination importante, notons celle du général Warnet aux fonctions de chef d'état-major général. Elle a paru ce matin au *Journal officiel*. Le général Warnet, qui commande la 6e brigade de cavalerie, à Commercy, passe pour un de nos meilleurs manœuvriers et de nos stratégistes les plus entendus.

M. le Président de la République a reçu hier soir, à cinq heures, M. Jules Ferry, président du conseil, ministre des affaires étrangères.

M. le Président de la République avait également reçu, à quatre heures, M. le général Campenon, ministre démissionnaire de la guerre.

M. LE GÉNÉRAL LEWAL

C'est M. le général Lewal, commandant du 17e corps d'armée, qui succède à M. le général Campenon, dont la démission, attendue et prévue depuis plusieurs jours, a été définitivement signée hier.

La personnalité de M. le général Lewal est si connue qu'il nous paraît superflu d'en retracer le portrait. De haute taille, plein d'affabilité, l'œil profond du penseur, écrivain didactique de premier ordre, orateur distingué, le nouveau ministre de la guerre est à la fois un travailleur et un charmeur, aussi savant que persuasif, double qualité qui est rarement réunie chez le même homme.

Ancien officier du corps d'état-major, M. le général Lewal est, aujourd'hui, âgé de soixante et un ans ; mais il est très droit dans sa grande stature et, malgré quelques fils d'argent, sa chevelure est encore assez blonde, puisqu'on ne lui donnerait pas plus de cinquante ans. C'est un homme vigoureux, au moral comme au physique, et il le faut être pour accepter le lourd fardeau des affaires militaires de notre pays.

La carrière militaire du général Lewal a été peu rapide. Sorti de l'école de Saint-Cyr en 1843, il était lieutenant en 1846, capitaine en 1848, chef d'escadron en 1859, lieutenant-colonel en 1863, colonel en 1868, général de brigade en 1874 et général de division en 1880. Depuis deux ans, il commandait le 17e corps d'armée à Toulouse, et c'est en cette qualité qu'il a fait exécuter, à l'automne dernier, une série de grandes manœuvres qui ont eu beaucoup de retentissement en France et à l'étranger. Ces manœuvres ont été fort louées ici, fort critiquées là. Telle est, du reste, la situation personnelle du nouveau ministre de la guerre que les uns le considèrent comme un homme hors ligne, et que les autres le traitent dédaigneusement de théoricien et même de rêveur.

Sans préjuger le résultat de la présence de M. le général Lewal au pouvoir, on peut espérer qu'elle sera profitable à nos intérêts militaires. Ce qui autorise à formuler cette opinion, c'est que le successeur de M. le général Campenon est le premier ministre de la guerre qui puisse placer un programme depuis longtemps arrêté dans le portefeuille qu'il vient d'accepter.

— On lit dans le *Figaro* :

« D'après les renseignements qu'a bien voulu nous donner le général Lewal, sa nomination entraîne quelques changements dans les affaires militaires. La direction de la guerre du Tonkin est retirée au ministère de la marine, avec l'assentiment de l'amiral Peyron. Ce commandement est remis entre les mains du ministre de la guerre, qui nous a manifesté son intention de pousser énergiquement et rapidement les opérations, de façon à ce qu'on ait une solution avant la mauvaise saison, qui arrive au mois de mars. »

Le *Figaro* ajoute que le général Lewal est entré immédiatement en fonctions; il a travaillé hier matin avec le général Campenon et l'amiral Peyron.

A l'issue de cette réunion, le ministre a télégraphié à Commercy, au général Warnet, commandant la 6e brigade de cavalerie, de venir occuper le poste de chef de l'état-major général. Enfin, à cinq heures, il a été reçu par le Président de la République, qui l'a vivement félicité.

— Le *Gaulois* croit savoir que les opérations militaires seront désormais conduites exclusivement par le ministre de la guerre, et que l'amiral Peyron, dont le rôle va devenir fort effacé, profitera probablement du rattachement des colonies au ministère du commerce pour se retirer à son tour.

REVUE DE LA PRESSE

La démission du général Campenon et la presse républicaine

Voici comment sont appréciées dans la presse républicaine la démission du général Campenon et la nomination du général Lewal.

On lit dans la *République française* :

M. le général Campenon se retire parce que, partisan déterminé de l'occupation restreinte du delta, il ne peut s'associer à l'exécution de l'ordre du jour du 29 novembre, par lequel la Chambre, à une immense majorité, a mis le gouvernement en demeure « d'assurer l'exécution pleine et entière du traité de Tien-Tsin » et, en conséquence, d'étendre notre protectorat jusqu'aux frontières de la Chine. Le ministre de la guerre n'a jamais caché à ses collègues qu'il désapprouvait cette décision de la Chambre et, avec une entière loyauté, il leur a dit à maintes reprises qu'il ne pouvait dès lors rester leur collaborateur. Il a fini par les en convaincre, ce qui n'était pas facile, car tous, rendant justice à ses grands mérites, hésitaient à se séparer de lui.

On dira et l'on a déjà dit que le général Campenon s'opposait à la mobilisation d'un corps d'armée. Rien n'est plus faux; personne n'a songé à la mobilisation d'un corps d'armée, mesure parfaitement inutile. Le ministre de la guerre n'a pas eu à la refuser, puisqu'elle ne lui a été ni demandée ni suggérée. La seule chose vraie, nous le répétons, c'est qu'il ne s'associait pas à la politique d'action énergique réclamée par les deux Chambres. Sur cette question spéciale, ses vues s'éloignaient de celles de la majorité du Parlement. Dès lors, comme il l'a très bien compris, mieux et en tout cas plus vite que ses collègues, sa place ne pouvait plus être au ministère de la guerre.

Rien n'est plus correct que sa conduite. Le général Campenon se retire bien sur une question politique, mais sur une question toute spéciale. Il croit qu'au Tonkin, comme jadis beaucoup de bons esprits le croyaient pour l'Algérie, la possession d'un territoire strictement limité est préférable à l'extension de notre puissance jusqu'aux frontières naturelles et traditionnelles du pays...

Le successeur du général Campenon trouve l'armée dans un excellent état. La question du Tonkin l'embarrassera peu, car, dès que l'on veut arriver à Lang-Son, à Kao Bang et à Lao Kaï, il n'est pas très difficile de trouver les troupes nécessaires sans rien désorganiser et sans rien mobiliser. Ce sera une affaire bien vite réglée, car le temps presse.

On lit dans le *Voltaire* :

Le gouvernement, en conformité du vote récent du Parlement, entend faire au Tonkin une campagne offensive. Le général Campenon y était opposé. C'est pour cela qu'il se retire. Cette décision n'a rien que de très honorable pour lui. Nous ne pouvons cependant nous empêcher de la regretter, puisque, malgré une divergence de vues sur un point spécial, M. Campenon reste attaché à la politique générale d'un cabinet dont le succès lui est cher et où il ne compte que des amis.

Le général Lewal, qui a accepté la succession du général Campenon, est partisan d'une action énergique et résolue dans l'Extrême-Orient. Il croit que ce but peut être atteint sans compromettre la mobilisation de notre armée. Ses grandes qualités d'administrateur et ses vues très arrêtées sur l'organisation de nos forces sont de nature à dissiper toute défiance à ce sujet. Son entrée au ministère de la guerre permettra au cabinet de rompre avec la politique d'attente qu'il a dû pratiquer jusqu'ici.

On lit dans le *Rappel* :

Plusieurs fois déjà on avait présenté le général Campenon comme résolu à quitter le cabinet plutôt que de consentir à l'envoi de nouveaux renforts au Tonkin. Jusqu'à présent, soit que ces bruits fussent tout à fait sans fondement, soit que le général Campenon crût avoir trouvé des expédients suffisants pour dégager sa responsabilité, le public avait pu douter qu'un dissentiment sérieux existât entre lui et ses collègues. La chose aujourd'hui ne paraît plus possible, et il est bien certain que le titulaire actuel du département de la guerre croit l'heure arrivée où les grands intérêts de la défense nationale sont en question. C'est là la gravité indéniable de la situation.

Nous ne voulons pas marchander au général Campenon la justice qui peut lui être due pour cette résolution honorable, quoique tardive. Mais il s'abuserait cependant s'il croyait échapper ainsi à toute responsabilité, au point de vue même où il se place aujourd'hui, au point de vue de la mobilisation. On a démontré, sans rencontrer d'objections sérieuses, que depuis quelque temps déjà les éléments de la mobilisation étaient atteints. Il n'en pouvait d'ailleurs être autrement et cela dès le début de l'aventure tonkinoise qu'on tentait sans armée coloniale.

On lit dans le *Radical* :

Le général Campenon n'est point un timide, et, s'il a éprouvé des scrupules assez forts pour se démettre, il y a gros à parier que ces scrupules sont fondés. Si cela était exact, le général Lewal accepterait une bien lourde responsabilité devant la France tout entière. D'opinions politiques incertaines, il n'a jamais, que nous sachions, donné des gages bien sérieux à la République. Mais il faut qu'il n'ignore point ceci : c'est que, si par sa faute, notre mobilisation était entravée au jour du danger, nous aurions à lui en demander de terribles comptes !

On lit dans la *Justice* :

Le motif de la retraite de M. Campenon n'est ignoré de personne : M. Campenon quitte le ministère parce qu'à son avis les sacrifices faits pour l'expédition du Tonkin compromettent la sécurité militaire de la France.

On pourra équivoquer tant qu'on voudra (et ce qu'il y a d'inouï, c'est qu'on ose équivoquer devant une pareille évidence) — on n'ôtera pas à cette retraite sa terrible portée.

M. Campenon n'était pas de nos amis politiques. Membre du grand ministère, connu par des nominations que nous avons attaquées avec passion, il représente en politique l'opinion qui est au pouvoir. Et c'est lui, — lui, engagé dans les rangs des opportunistes, autant qu'un soldat peut l'être, responsable de tout ce qui a été fait au Tonkin depuis un an, poussé en quelque sorte par sa situation à atténuer les faits, à couvrir cette aventure, — oui, c'est lui qui vient de dire : Je ne peux pas prendre la responsabilité de continuer !

Il y a deux jours la *République française* déclarait qu'il fallait en finir avec la Chine sous peine de voir les élections prochaines compromises. La *Justice* s'empare de cet aveu et continue en ces termes .

Ah çà ! cette question du Tonkin devient périlleuse pour la réélection de la majorité à tout faire que le cabinet possède ! — Il faut en finir d'ici au mois d'avril. Sinon le cabinet actuel deviendra compromettant. Et alors, dit la *République française*, « il ne fera pas les élections. » Ceci est textuel. Telle est la menace. Finissez-en par des victoires ou nous ferons recommander nos candidatures par un autre.

La situation autoriserait peut-être d'autres préoccupations. Que la majorité actuelle soit réélue, cela est indispensable, sans doute : elle vote si bien ! Mais si l'on pensait aussi aux intérêts d'un pays appelé la France ? Eh bien ! pour une question électorale, on va les jouer à pile ou face. La campagne qu'on va entreprendre est la même sur laquelle les dépositions, non pas de M. Campenon, mais de tous les membres du gouvernement, de tous ceux qui savent les choses, ont donné les renseignements les plus graves, lors de la dernière commission. On se jette dans la pire des aventures : on le sait bien ; et l'on ose dire : « Il le faut.... ou le cabinet actuel ne fera pas les élections ! » On va exposer le sang des soldats français et une part de la fortune de la France, pour des considérations électorales !

Le *Siècle* soutient une thèse fort originale à coup sûr. D'après lui, le général Campenon n'aurait rien refusé à M. Ferry pour le Tonkin.

Cette démission avait été annoncée à plusieurs reprises, mais autant de fois démentie, ainsi que la mésintelligence qui l'on prétendait exister entre le ministre de la guerre et le président du conseil. Le général Campenon, au Sénat comme à la Chambre, avait paru tenir particulièrement à protester contre l'existence d'un dissentiment quelconque entre lui et ses collègues. Dans tous les cas, vrais ou faux, les motifs qu'on prête à cette démission ne nous paraissent pas pour cela plus fondés ; au contraire. Comment admettre, en effet, — pour peu qu'on se reporte aux derniers débats qui ont eu lieu sur nos affaires du Tonkin, — comment admettre que ce soit le refus opposé par le général Campenon à l'envoi de nouveaux renforts qui aurait déterminé sa retraite ?

Est-ce que le ministre de la guerre n'a pas assisté à ces débats ? Est-ce qu'il n'y a pas pris part ? Lorsque la nécessité de frapper un coup décisif et d'assurer la complète exécution du traité de Tien-Tsin a été discutée et reconnue, le général Campenon — c'eût été le moment — a-t-il fait entendre qu'il n'admettait pas cette nécessité ? a-t-il indiqué qu'il se séparait, sur ce point, de ses collègues de la majorité ? Nullement. L'engagement pris par le président du conseil d'imprimer à la conduite des opérations militaires toute l'activité, toute l'énergie réclamées par le Parlement, cet engagement a été pris solidairement et d'accord avec tous les membres du cabinet. Qui veut la fin veut les moyens. En approuvant le but à poursuivre, le ministre de la guerre ne pouvait donc avoir la pensée de marchander les moyens nécessaires pour l'atteindre. La démission du général Campenon ne saurait avoir pour cause le refus que l'on invoque.

NOUVELLES DU JOUR

Une manifestation projetée

Paris, 4 janvier. — Les anarchistes se proposent de faire une manifestation le jour de l'enterrement de la mère de Louise Michel. Des affiches ont déjà été apposées hier, à ce sujet, sur différents points de Paris.

L'occupation allemande

Paris, 4 janvier. — Les journaux opportunistes célèbrent sur tous les tons les dispositions conciliantes à notre égard de la presse allemande en général et de M. de Bismarck en particulier. Comment se fait-il donc que les officiers en garnison dans les provinces annexées s'efforcent de se rendre de plus en plus odieux aux populations par leur morgue, leur insolence et leurs grossièretés ?

Un de nos amis, qui arrive de Metz, nous raconte les faits suivants, dont il a été récemment témoin : Un habitant de la ville se promenait avec sa femme; passent deux enseignes ; l'un de ces jeunes gens se permet de caresser la joue de la dame. Le mari s'élance sur le cadet et l'envoie rouler sur la chaussée. Quel est celui que l'autorité allemande a blâmé? L'enseigne, pensez-vous ? Que non pas ! Le Français, qui a eu toutes les peines du monde à prouver qu'il avait été insulté et à éviter une condamnation. Quant au jeune insolent, on ne lui a même pas adressé une réprimande.

Le mouvement consulaire

Paris, 4 janvier. — Le mouvement consulaire qui vient d'être définitivement arrêté par le ministre des affaires étrangères, portera sur les consulats généraux de Tripoli, de Batavia, sur les consulats de Smyrne, de Yokohama, etc., etc., ainsi que sur un assez grand nombre de chancelleries.

Les vacances existant actuellement en Chine ne seront pas remplies : on attendra, pour y pourvoir, la fin du conflit actuellement pendant.

Troubles à Alger

On télégraphie d'Alger, 2 janvier, soir, au *Petit Journal* : « La nuit dernière, la ville d'Alger a été troublée par des rixes sanglantes, qui se sont produites dans la Casbah, entre de zouaves et des Arabes. Un israélite a été tué, plusieurs zouaves grièvement blessés. Douze indigènes et deux femmes, causes de ces regrettables désordres, ont été arrêtés. »

L'Allemagne et l'Italie

Vienne, 4 janvier. — On parle beaucoup ici de la nouvelle brouille de l'Allemagne et de l'Italie, à cause de l'attitude trop complaisante de cette dernière puissance vis-à-vis de l'Angleterre

La situation du comte de Launay à Berlin est très difficile. M. de Bismarck ne lui cache pas son mécontentement. La première cause du dissentiment actuel est la conduite de l'Italie à la conférence de Londres.

Les anarchistes allemands

Cologne, 3 janvier, 1 h. 48. — Hier, la police de notre ville a fait une capture à laquelle on attribue une importance extrême. Un ouvrier, habitant le faubourg de Nippes, recevait de Belgique une caisse déclarée à la douane comme contenant des habits hors d'usage; on a constaté qu'une poudre noire et très fine s'échappait par une fissure de l'emballage. Par curiosité, un fonctionnaire approcha un cigare allumé de cette poudre, qui immédiatement fit explosion.

C'est alors qu'on a examiné de près cet envoi suspect qui, en effet, se composait de poudre de mine, de dynamite, de fulmicoton et de mèches. L'ouvrier à qui étaient destinées ces matières explosibles, a été arrêté. Les explications qu'il a fournies à la police semblent de nature à confirmer le soupçon qu'on vient d'être mis sur la piste d'une nouvelle conspiration d'anarchistes, semblable à celle qui fut révélée l'autre jour, par le grand procès de Leipzig.

L'explosion du Métropolitain

Londres, 3 janvier. — Les derniers renseignements ne laissent aucun doute sur le caractère criminel de l'explosion du chemin de fer métropolitain. La dynamite a été lancée par un individu qui se trouvait dans un train en marche, et l'explosion a eu lieu au milieu du parcours, entre les gares de Gower et de King's Cross. Bien que la quantité de matière explosible fût peu considérable, la détonation a été formidable à cause de l'exiguïté du tunnel. Quelques voyageurs ont été atteints, mais on n'a constaté aucune blessure sérieuse ; une dame a cependant eu la figure abîmée par des éclats de glace. Les dégâts matériels ne sont pas très graves.

L'hiver en Espagne

Madrid, 3 janvier. — Les deux derniers courriers de France ne sont pas arrivés, la neige interrompant la circulation des trains dans le nord de l'Espagne. Le thermomètre est descendu hier à 22 degrés au-dessous de zéro.

Madrid, 4 janvier. — L'express venant de France a été arrêté près d'Alsasua par les neiges. Un train de secours avec des vivres pour les voyageurs est parti de Miranda. Une grande tempête de neige sévit dans les provinces basques. Nous n'avons pas reçu le courrier de Paris du 31 décembre. Il ne peut pas arriver aujourd'hui.

La foire de Nijni-Novogorod

Moscou, 3 janvier. — Au moment où va se clôturer la foire de Nijni-Novogorod, la plus célèbre et la plus importante de toutes les réunions commerciales du monde entier, je crois devoir vous adresser les renseignements suivants, qui ont un véritable intérêt, d'autant plus grand que d'année en année s'accroît l'immense territoire de la Russie. La foire de Nijni-Novogorod a attiré cette fois un nombre plus grand de marchands et d'acheteurs de toutes les parties de la Russie, de l'Europe, de l'Asie, de la Chine, de l'Inde, des Khanats de l'Asie centrale, de la Perse, etc. Il a été vendu pour une somme de 525 millions de francs. Sur ce chiffre, les provenances russes figurent pour une somme de de 425 millions de francs. Les produits chinois viennent ensuite avec 50 millions. Les persans pour 12,500,000 fr. Puis les indiens et les boukharians pour le même chiffre. En dehors de ce trafic opéré au comptant, il s'est fait des ventes à terme pour un chiffre de 250 millions de francs.

LA GUERRE AVEC LA CHINE

UNE NOUVELLE VICTOIRE DU GÉNÉRAL DE NÉGRIER

Le ministre de la marine a reçu la dépêche suivante :

« Hanoï, 4 janvier.

« Hier soir, le général de Négrier a culbuté 6,000 Chinois à une journée à l'est de Chu. Pas pas d'autres détails.

» Le *Chanderneagor* et le *Chéribon* sont arrivés ce matin à Hoï-Phong. »

Chu est ce point du haut Loch-Nan, où le lieutenant-colonel Donnier a infligé les 6 et 10 octobre dernier, deux défaites sanglantes aux Chinois. Depuis cette époque, une garnison française y a été établie ; on se rappelle qu'elle a eu un engagement le 16 décembre avec des impériaux descendus des montagnes pour s'établir à Haho, grand marché situé à 8 kilomètres de Chu.

L'ÉTAT SANITAIRE

Le courrier de Chine, arrivé hier soir, à Paris, nous apporte des nouvelles de Ke-Lung, en date du 25 novembre. L'état sanitaire du corps d'occupation s'améliorait. Le mois d'octobre avait été très dur; de nombreux cas de fièvre typhoïde ayant sévi parmi les jeunes soldats de l'infanterie de marine, on avait eu à déplorer une mortalité hors de proportion avec l'effectif débarqué à Ke-Lung.

A bord des bâtiments, où les marins ne sont pas exposés aux influences telluriques qui se développent dès que l'on remue la terre, l'état sanitaire, malgré un service des plus actifs, était excellent. Le temps était froid, très venteux et la pluie ne cessait de tomber. C'est certainement à cet état atmosphérique qu'il faut attribuer une partie des maladies qui sévissent à Ke-Lung, mais, nous écrit-on, l'envoi à Formose de 1,800 hommes venant du Tonkin et de l'Annam, où ils venaient de subir un été tropical, a été une malheureuse inspiration.

Les hommes sont arrivés fatigués, dans un état général peu satisfaisant. Les épreuves des premiers jours de l'occupation et le service qu'ils font devant l'ennemi a fait le reste. Aussi, on attendait avec impatience les renforts annoncés de France.

En rade de Ké-Lung, le temps était presque constamment des plus mauvais, les coups de vent se succédant presque sans interruption. La rade est ouverte aux vents de nord-est, qui soufflent en cette saison avec violence, et fréquemment nos bâtiments cassaient leurs chaînes. Il ne faudrait pas s'étonner, nous dit-on, si un de ces jours un de nos navires se portait à la côte.

ENVOI DE RENFORTS

On annonce que de puissants renforts vont être envoyés au général Brière de l'Isle. Le général Lewal s'est entendu à ce sujet avec MM. Jules Ferry et Peyron, dans une conférence qui a eu lieu hier.

Les troupes demandées par le commandant du corps expéditionnaire vont lui être immédiatement envoyées en sus des 6,500 hommes de renfort déjà partis depuis plusieurs semaines et dont une partie est déjà à la veille d'arriver à destination. Les nouveaux renforts comprendront environ 20,000 hommes.

Le général Lewal entre au ministère de la guerre avec la résolution d'agir vigoureusement, pour mettre le plus tôt possible un terme à l'expédition du Tonkin.

RENTRÉE EN FRANCE DE « L'IRAOUADDY »

On télégraphie de Marseille le 4 janvier :

« L'*Iraouaddy*, arrivé à Marseille avant-hier soir avec les malles de Chine et du Japon, avait parmi ses passagers le contre-amiral Muret de Pagnac, promu à la suite des combats de la rivière Min. En outre des dépêches, ce paquebot rapporte de nombreux colis postaux émanants d'officiers du corps expéditionnaire. En revenant de Yokohama, l'*Iraouaddy* a touché à Ke-Lung, où il a débarqué 32 bœufs, 50 moutons pour l'escadre et le corps de débarquement.

« Le temps était très mauvais sur les côtes de Chine. Au moment où l'*Iraouaddy* entrait à Ke-Lung, le cuirassé le *Bayard*, sur lequel flotte le pavillon de l'amiral Courbet, venait de casser ses chaînes et prenait le large sans avoir fait d'avaries. En rentrant dans les ports de Marseille, l'*Iraouddy* a abordé avec violence le paquebot transatlantique la *Ville de Bone*.

Les révolutionnaires au Père-Lachaise

Le parti révolutionnaire ne pouvant s'entendre dans les réunions publiques qui se terminaient invariablement par des horions reçus de part et d'autre, a cherché la réconciliation sur un autre terrain. Communistes, socialistes, anarchistes s'étaient donné rendez-vous, hier, à deux heures, au Père-Lachaise auprès de la tombe de Blanqui, à l'occasion du cinquième anniversaire de sa mort. Huit cents personnes environ avaient répondu à cet appel. Une douzaine de couronnes d'immortelles rouges ont été déposées sur le monument par les différents groupes révolutionnaires de Paris.

Le citoyen Eudes, ex-général de la Commune, a prononcé un violent réquisitoire contre la bourgeoisie et contre la réaction triomphante, qui vient de nommer ministre de la guerre le bras droit du duc d'Aumale. Le citoyen Gambier et le citoyen Suzini ont prêché l'organisation des forces ouvrières en vue de la lutte prochaine et inévitable.

Le citoyen Roche, de l'*Intransigeant*, le seul qui ait cru devoir monter sur la tombe pour mieux se faire entendre, a lu une lettre de solidarité des révolutionnaires bordelais. Il a fait en quelques mots le procès du sinistre Thiers, qui répondait à Floquet, venant, en 1871, lui demander l'échange des otages contre Blanqui : « Vous rendre Blanqui, ce serait vous donner 20,000 combattants de plus. »

L'orateur, après avoir soutenu la nécessité de l'abolition des armées permanentes, descend du monument aux cris de : Vive la Commune !!! Vive l'anarchie !!! On s'attendait à une lutte entre anarchistes et communistes; mais les deux partis en sont restés aux invectives, les anarchistes n'étant pas en nombre. Est venu ensuite un citoyen faisant partie de la famille de Louise Michel, qui a donné rendez-vous aux frères et amis pour demain à la maison mortuaire, à l'heure des obsèques de la pauvre hallucinée.

La réunion s'est terminée aux cris de : Vive la Commune ! Vive l'anarchie !

On ne signale aucun incident.

MORT DE Mme MICHEL

Paris, 4 janvier. — La mère de Mlle Louise Michel est morte, hier matin, à l'âge de 69 ans. Depuis un mois, elle gardait le lit ; minée par une affection d'intestins, elle ne pouvait absorber que des aliments liquides.

Les obsèques auront lieu demain à onze heures. Aujourd'hui, M. Vaughan (au domicile duquel Louise Michel fut arrêtée) et M. Giffault doivent se rendre à la mairie de Levallois-Perret, afin de faire les démarches nécessaires pour obtenir une concession au cimetière de cette commune, près de la tombe de la citoyenne Ferré. Les frais de la concession seront couverts par le directeur de l'*Intransigeant*, et les rédacteurs de ce journal régleront les dépenses des pompes funèbres.

Dans la journée d'hier, MM. Rochefort, Clémenceau, Vaughan, le docteur Fiaux, Ayraud-Degeorge sont allés présenter leurs condoléances à Louise Michel.

Par l'entremise de M. Clémenceau, la pensionnaire de Clermont avait obtenu l'autorisation de venir à Paris, auprès de la malade. Louise Michel était transférée de Saint-Lazare chez sa mère, où elle était gardée à vue par des agents qui la ramenaient le soir en prison.

Mme Michel occupait, 45, boulevard Ornano, au quatrième étage, un appartement composé de trois pièces parallèles, avec une cuisine en retrait sur la cage de l'escalier. La pièce du milieu, très simplement meublée, est la chambre où est morte Mme Michel : un lit d'acajou, près de la porte et à droite, une petite table, quelques chaises.

A gauche est la chambre de Louise, veuve du lit ; on y voit un piano en face de la cheminée. A côté de la fenêtre, une grande table de repassage encombrée de livres et de paperasses ; au centre, un guéridon, auprès duquel s'asseyaient les agents de police.

Les employés de M. Camescasse chargés de surveiller Louise Michel sont au nombre de six ; mais deux seulement sont en permanence, de sept heures du matin à sept heures du soir ; puis deux de leurs collègues viennent les relayer.

On nous dit que le gouvernement lui refuse peut-être la permission d'accompagner la dépouille mortelle de sa mère. Ce refus porterait certainement le dernier coup à la raison, déjà fortement ébranlée, de l'ex-déportée ; depuis sa détention, Louise Michel est sujette à de fréquentes hallucinations, le régime cellulaire a surexcité ses nerfs et achève la désorganisation de son cerveau.